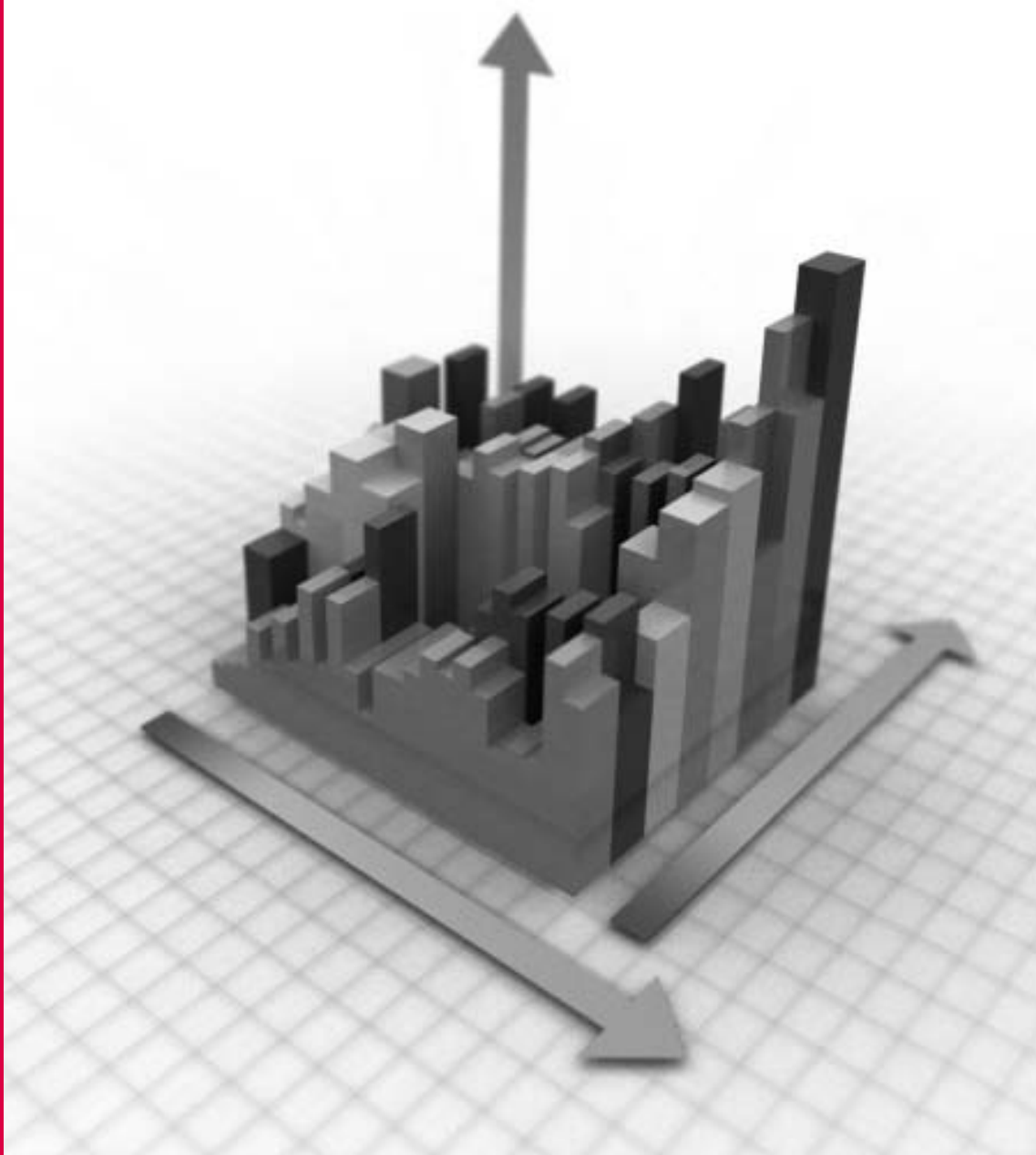




BILAN 2011

défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 17 JANVIER 2012

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr

Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants

Aurélien DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE ANNUELLE D'ALTARES

En 2011, les défaillances d'entreprises se stabilisent à un niveau élevé ; les PME sont particulièrement fragilisées.

59 614 procédures de sauvegarde, RJ ou LJ directe ont été prononcées par les tribunaux (-0,5 %) en 2011. Le dernier trimestre vire au rouge (+0,5 %) malgré un meilleur mois de décembre. Les PME de plus de 50 salariés sont très exposées sur l'année (+10 %) et plus encore sur le dernier trimestre (+35 %).

Voisin de 50 000 avant la crise, le nombre des défaillances d'entreprises avait brusquement augmenté à partir de l'été 2008 jusqu'à atteindre le chiffre record de près de 63 000 en 2009. Il repassait juste sous la barre des 60 000 en 2010 et tend à se stabiliser depuis. L'ensemble de ces entreprises défaillantes représentent 247 000 emplois en 2011 contre 240 000 l'année précédente.

Ce sont donc encore 10 000 entreprises de plus qu'avant crise qui sont contraintes de déposer le bilan. Les PME continuent de payer un lourd tribut ; 409 sociétés de 50 salariés et plus ont défailli en 2011. A l'exception de l'année 2009 (541 sociétés), il faut remonter à 2004 pour trouver un chiffre plus important.

La moitié des régions est mal orientée. Les défaillances d'entreprises en hausse sur l'année s'accroissent sur le trimestre dans le commerce de détail (respectivement +4 % et +8 %), l'agroalimentaire (+8 % et +14 %) ou la restauration (+2 % et +6 %).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure

	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011/2010	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution 2011/2010
Sauvegardes	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %	326	381	16,9 %
RJ et LJ Directes	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %	14 260	14 277	0,1 %
TOTAL FRANCE	50 362	56 861	62 991	59 917	59 614	-0,5 %	14 586	14 658	0,5 %



Decide with Confidence

DES REDRESSEMENTS JUDICIAIRES ET LIQUIDATIONS DIRECTES TOUJOURS AU PLUS HAUT.

Les TPE sont les plus nombreuses, les PME sont les plus fragiles.

93 % des entreprises défaillantes, soit 54 000, sont des micro-entreprises sans effectif et des TPE de moins de 10 salariés. Ce taux est comparable à celui représentant ces structures dans la démographie des entreprises françaises. Ces entreprises ne sont donc pas « surdéfaillantes » d'une part et, d'autre part, elles s'inscrivent sur une tendance stable (-0,8 %) en 2011 qui s'améliore en fin d'année (-5 %).

Les sociétés de 10 à 49 salariés sont, elles-aussi, moins nombreuses à connaître la défaillance (-2 %) sur l'année. Néanmoins, elles sont encore 3 800 soit 1 000 de plus qu'en 2007. De plus, le dernier trimestre a été compliqué avec une hausse des procédures de 10 %.

Les PME de plus de 50 salariés sont en revanche davantage à la peine. 409 sociétés ont déposé le bilan en 2011, c'est 10 % de plus qu'en 2010. Sur cinq ans, l'augmentation atteint 41 %. La dégradation est d'autant plus critique qu'elle s'accélère en fin d'année. 116 PME sont ainsi passées en jugement sur le dernier trimestre soit une hausse de 35 % par rapport au même trimestre 2010.

Parmi ces sociétés de plus de 50 salariés, celles employant au moins 100 salariés sont davantage exposées. Le nombre de défaillances augmente de 14 % sur 2011. Peu nombreuses (162), ces sociétés portent toutefois 40 000 emplois en 2011.

Des sociétés de plus de 15 M€ de chiffre d'affaires à bout de souffle.

L'analyse des sociétés défaillantes traitée sous le prisme du chiffre d'affaires développé apporte un éclairage additionnel. Si cette approche confirme que la sinistralité augmente avec la taille de l'entreprise, elle permet surtout de pointer du doigt la faiblesse de quelques fondamentaux.

Les sociétés les plus importantes, celles qui dégagent plus de 15 M€ de chiffre d'affaires (157 sociétés soit +26 %) sont pour un tiers d'entre elles des manufacturiers et pour un quart des grossistes notamment alimentaires. Ces sociétés sont matures, près de 60 % ont été créées il y a plus de 15 ans. Mais en dépit de leur expérience, elles ont été contraintes de déposer le bilan. Le cash leur manquait.

97 % d'entre elles réglaient leurs fournisseurs avec retards. Pour 73 % les retards de paiement dépassaient 15 jours et encore 37 % payaient leurs factures avec plus de 20 jours de retard.

Autre signal de fragilité, seulement un quart de ces sociétés avaient publié leur bilan 2010 et près de six sur dix affichaient des pertes antérieures.

Des retards de paiement, le dernier bilan non publié, des pertes antérieures...autant d'alertes augurant d'un risque de défaillance.



Decide with Confidence

Les LJ directes majoritaires pour les TPE, RJ majoritaires pour les PME.

Comme en 2010, 31,8% des jugements d'ouverture prononcés par les tribunaux sont des redressements judiciaires. Ce taux varie de 24% pour les micro-entreprises, à 52% pour celles de 10 à 19 salariés et plus de 75% pour les PME de plus de 50 salariés. Sur cette dernière catégorie d'entreprise, le ratio s'améliore pour les sociétés de 50 à 100 salariés (76% en 2011 contre 73% en 2010) mais se dégrade pour celles de plus de 100 salariés (75% en 2011 contre 79% en 2010). Les sociétés de plus de 100 salariés qui se sont présentées devant le tribunal de commerce en 2011 semblaient donc relativement plus fragilisées que celles de 2010 conduisant le tribunal à prononcer la liquidation immédiate.

Plus globalement, jusqu'à 9 salariés c'est la liquidation judiciaire qui est privilégiée tandis que pour les sociétés de plus de 20 salariés c'est le redressement judiciaire. Les PME sont généralement en situation de défaut de trésorerie ne leur permettant plus de faire face à leurs engagements mais disposent d'un savoir-faire et de perspectives leur permettant d'envisager la proposition d'un plan de poursuite d'activité.

Les sociétés créées entre 2002 et 2005 sont aujourd'hui fragilisées.

Plus d'une entreprise défaillante sur deux n'a pas passé sa 5^{ème} année d'existence. Cette proportion tend toutefois à diminuer depuis la crise. Le taux est tombé de 59% en 2009 à 57% en 2010 puis 55% en 2011. Illustration de cette amélioration, les défaillances d'entreprises de 0 à 3 ans reculent de 11,7%. Cependant, cette tendance traduit moins une meilleure pérennité des jeunes entreprises qu'une baisse du nombre de créations et donc de jeunes entreprises. En effet, depuis trois ans, le nombre de nouvelles entreprises hors auto-entrepreneurs est globalement stable aux environs de 260 000 ; il est même en recul sensible sur la catégorie des entrepreneurs individuels (toujours hors auto-entrepreneurs), tombé sous les 100 000 créations. En conséquence, le nombre de jeunes entreprises défaillantes est naturellement, mécaniquement, en recul.

Au-delà de 5 ans en revanche, les chiffres de sinistralité sont moins bons. Particulièrement, sur la tranche des 6 à 10 ans correspondant aux entreprises créées au début des années 2000 ; à partir de 2002 une série de mesures en faveur de la création d'entreprise ou de la transmission et reprise d'entreprises avait donné un coup d'accélérateur aux nouvelles entreprises dès 2003. Le nombre de celles-ci augmentait de plus de 10% en 2003 et 2004. Ce sont donc une partie de ces entreprises que nous trouvons aujourd'hui dans les procédures collectives. Les défaillances d'entreprises âgées de 6 à 10 ans augmentent de 10% en 2011 et encore 9% sur le dernier trimestre. Ces entreprises sont parvenues à souffler leur 5^{ème} bougie, étape cruciale qui valide la phase d'installation mais ne parviennent pas à confirmer l'étape suivante qui consiste à développer la structure ; étape qui nécessite de trouver un nouveau levier de financement, démarche difficile en période de restriction.

Les sociétés les plus âgées sont également sous tension (+3%) confirmant la fragilité des PME de plus de 50 salariés correspondant généralement à des structures anciennes.



Decide with Confidence

Aux côtés des sociétés, les associations et professions libérales sont elles-aussi sous tension

Sans grande évolution, les deux tiers des entreprises défaillantes restent des SARL tandis que les entrepreneurs en nom propre représentent le quart. Sur ces deux types de structure, le nombre de jugements d'ouverture de procédures baisse de 2%. Cette amélioration masque cependant une dégradation sensible (+ 14%) des défaillances de professions libérales dont le tiers se situe dans des activités médicales (médecins, infirmiers sages-femmes, professionnels de la rééducation).

En écho à la fragilité des PME, les défaillances d'entreprises augmentent de plus de 17% sous le statut des sociétés anonymes ou assimilées.

Sur les autres formes juridiques, nous relèverons la forte dégradation du secteur associatif. 814 associations déclarées ont connu une défaillance en 2011, c'est près de 200 de plus qu'en 2010, soit + 32%.

Délicate fin d'année pour le transport routier tandis que le commerce de détail est à la peine sur l'ensemble de l'année.

En 2010, la plupart des activités avaient enregistré un recul du nombre de procédures collectives après une année 2009 noire. 2011 confirme l'orientation favorable de nombreux secteurs mais quelques-uns n'ont pu confirmer.

C'est ainsi le cas, du commerce qui représente près d'une défaillance sur quatre en France. Le seuil des 13 000 jugements sur l'année, franchi en 2009, est encore dépassé en 2011. 13 310 commerçants ont ainsi connu la défaillance soit + 2,3%. Les chiffres de la vente de détail (+ 4%) et le commerce et réparation de véhicules (+ 15%) reflètent une consommation atone. Le dernier trimestre est plus délicat encore pour la vente au détail (+ 7,4%). Sur l'année, le nombre de procédures collectives augmente de 13% dans la vente alimentaire, de 6% dans l'habillement et encore 4% dans les pharmacies. Le commerce interentreprises (- 7%) en revanche, illustre la poursuite de la reprise d'activité industrielle en 2011.

Toujours dans les métiers à destination du consommateur, les services aux particuliers, déjà en difficulté en 2010, s'inscrivent sur des tendances défavorables (+ 2,4%). Le secteur C.H.R est lui aussi tendu (+ 1%) mais uniquement dans la restauration (+ 2,2% sur l'année et + 5,7% sur le dernier trimestre), en particulier restauration rapide (+ 13% sur 2011 et + 20% sur la fin d'année), tandis que la restauration traditionnelle résiste sur l'année (- 1%) et souffre davantage sur le dernier trimestre (+ 3%). L'hébergement et les débits de boisson (- 3%) sont bien orientés.

Parmi les autres activités destinées principalement aux particuliers, celles de l'action sociale et santé humaine sont à la peine avec une hausse de 22% des dépôts de bilan en 2011. Parmi ces métiers on trouve, par exemple, les laboratoires d'analyses médicales (+ 37%) ou l'aide à domicile (+ 49%).

La construction, comptabilisant plus du quart des défaillances françaises, s'inscrit sur de bonnes tendances sur l'année (- 4,7%) comme sur le dernier trimestre (- 3,4%). La baisse du nombre de dépôts de bilan en 2011 est de 12% dans les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre ou 7% dans la construction de maisons individuelles. D'autres métiers sont en revanche dans le rouge ; c'est le cas, notamment, des travaux d'installation électrique (+ 7%), de gaz et eaux (+ 6%) ou d'équipement thermique (+ 12%).

L'immobilier est bien orienté en 2011 (- 7,4%) après une année 2009 très sévère.



Decide with Confidence

Les autres activités, plus interentreprises, s'inscrivent sur de meilleures tendances.

C'est ainsi le cas de l'industrie manufacturière qui avait payé un lourd tribut à la crise. Après avoir dépassé 4000 jugements en 2009, les défaillances retombent proche de 3000, soit en recul de 7,7 % par rapport à 2010 après une amélioration de 18 % l'année précédente. Sur le quatrième trimestre 2011, l'industrie manufacturière reste bien orientée (- 5,2 %). Plus précisément en 2011, les défaillances reculent de 16 % dans l'industrie textile ou 18 % dans la mécanique et métallurgie. Néanmoins, quelques métiers demeurent sous tension ; c'est le cas par exemple, dans l'énergie, eau et environnement (+ 18 %) ou le bois et matériaux de construction (+ 14 %).

L'agroalimentaire s'inscrit en revanche sur de difficiles tendances sur l'année (+ 8,2 %) et sur le dernier trimestre (+ 14,1 %). La dégradation annuelle est ainsi sensible dans la charcuterie (+ 39 %) ou la boulangerie et la pâtisserie (+ 7 %).

En écho au regain de l'activité industrielle, le transport et la logistique reprennent des couleurs ; les défaillances d'entreprises baissent de 8 % en 2011. En revanche, la fin de l'année est plus compliquée avec une augmentation de 7 %. Le transport routier de marchandises accuse une hausse des dépôts de bilan de 13 % en fin d'année 2011 alors que sur l'ensemble de 2011 ceux-ci diminuaient de 7,2 %. Plus précisément encore, le transport interurbain parvient juste à stabiliser ses défaillances d'entreprises en 2011 (+ 11 % sur le dernier trimestre) tandis que le transport de proximité, qui avait performé en 2011 (- 9 %), dérape en fin d'année (+ 17 %).

Dans les services aux entreprises, les tendances virent au vert en fin d'année (- 5 %) mais sur l'ensemble de 2011 les défaillances d'entreprises peinent à se stabiliser. Le conseil en relation publique et communication ressort ainsi à + 2 % en 2011, les activités juridiques à + 44 %.

A l'inverse, le secteur de l'information et communication offre une bonne évolution sur l'année (- 4,5 %) mais souffre sur la fin d'année (+ 2,3 %). C'est particulièrement le cas des services informatiques et édition de logiciels qui terminent l'année sur une dégradation de 9,4 % que masque la baisse de 4,8 % sur l'ensemble de l'année. Dans les autres activités de l'information et de la communication, l'édition est à la peine ; + 27 % pour l'édition de livres et + 3 % pour l'édition de revues et périodiques.

Plus de la moitié des régions virent au rouge en fin d'année.

Les régions françaises qui n'avaient pas réussi à amorcer une baisse des défaillances d'entreprises en 2010 y parviennent en 2011 à l'exception de la Picardie et, dans une moindre mesure, Midi-Pyrénées. Celles qui étaient dans le vert en 2010 peinent à confirmer en 2011.

En Picardie, les défaillances d'entreprises atteignent un record en 2011 avec plus de 1 500 jugements ; cela représente une augmentation de 9 % après une hausse de 5 % l'année précédente. Sur le dernier trimestre la dégradation se poursuit (+ 3,1 %). L'ensemble des entreprises sont touchées quelle que soit leur taille ou ancienneté. En Midi-Pyrénées, le nombre de procédures collectives peine à se stabiliser sur l'année (+ 0,2 %) après une légère hausse de 1 % en 2010. La fin de l'année s'achève sur une augmentation de 6,5 %. En Basse-Normandie, les défaillances restent au plus haut depuis trois ans au-delà de 1 100 en hausse de 4,3 % sur 2011 et 9,3 % en fin d'année.



Decide with Confidence

Les autres régions également mal orientées en 2011 le restent sur le dernier trimestre à l'exception de la Franche-Comté. Cette région a connu une hausse des défaillances de 7,1 % en 2011 mais 2010 avait été remarquable avec un nombre de procédure collectives retombé à son plus bas niveau depuis 2006. La fin de l'année est clairement favorable (- 12 %).

En revanche, les régions Alsace (+ 3,8 %), Bretagne (+ 4,8 %), Centre (+ 7,5 %), Limousin (+ 8,9 %), Pays-de-la-Loire (+ 0,6 %) et Poitou-Charentes (+ 5,5 %) enregistrent des évolutions défavorables sur l'année et sur le dernier trimestre.

Cinq régions affichent une bonne évolution 2011 après une année 2010 encore difficile. C'est le cas de Champagne-Ardenne (- 10,1 %), Haute-Normandie (- 1,6 %), Lorraine (- 6 %) et Nord-Pas de Calais (- 3,8 %). Ces régions demeurent bien orientées en fin d'année 2011. En revanche, Languedoc-Roussillon dont la situation s'améliore sur l'ensemble de l'année (- 2,4 %) est plus à la peine sur le dernier trimestre.

Six régions confirment leurs bonnes tendances de 2010. Aquitaine (- 1,4 %) et Bourgogne (- 1,1 %) restent bien orientées jusqu'en fin d'année. Auvergne (- 3,3 %) et Rhône-Alpes (- 3,8 %) enregistrent néanmoins un mauvais mois de décembre. Corse (- 10,7 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (- 1,3 %) connaissent un dernier trimestre plus compliqué.

UN NOMBRE RECORD D'OUVERTURES DE SAUVEGARDES.

Le nombre de procédures de sauvegarde avait explosé en 2009 (+ 99,7 %) avant de reculer de 11 % en 2010. Sur 2011, les ouvertures de sauvegarde remontent de 14,2 % de sorte à franchir désormais le seuil historique des 1400 procédures, 1419 précisément.

Le recours à cette procédure préventive a très fortement augmenté sur la population des micro-entreprises sans salariés (+ 23 %) et celle employant 1 ou 2 salariés (+ 17,7 %).

Le « succès » de cette procédure dépasse le cadre de l'entreprise traditionnelle pour intéresser désormais des structures plus inattendues comme les sociétés civiles immobilières ou les associations qui représentent les deux tiers des « autres formes juridiques » l'ayant sollicitée. Les sauvegardes ouvertes sur ce type « d'entreprises » a crû de 54 % en 2011. Cette tendance fait écho à celle relative aux RJ/LJ d'associations en hausse de 32 % en 2011.

Les seules régions Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes comptabilisent 509 jugements soit plus du tiers de l'ensemble de ceux prononcés sur le territoire. Ce chiffre correspondant également au total des sauvegardes prononcées par l'ensemble des régions en 2006 l'année de sa mise en application démontrant sans doute que ce dispositif encore récent est en train de trouver sa place dans les entreprises et les tribunaux.



Decide with Confidence

NANTERRE, LE MARDI 17 JANVIER 2012

7/7

« La force de la crise en 2008 et surtout en 2009 avait sonné de nombreux acteurs économiques. 63 000 défaillances étaient prononcées. Un record ! », rappelle Thierry MILLON, responsable des études Altares.

« La reprise molle et inégale de 2010 avait permis, difficilement, de ramener les défaillances sous la barre des 60 000. En 2011, la question des dettes souveraines a convaincu les entrepreneurs de rester en mode « gestion de crise ». Recrutements bloqués, investissements reportés... 60 000 entreprises passent, en 2011 encore, devant le tribunal faute de trésorerie, de manque de cash. Comme en 2010, plus de 68 % des jugements sont des liquidations judiciaires directes, preuve que les entreprises continuent de se présenter devant les juges exsangues. Et pas seulement les petites entreprises ; les PME de plus de 100 salariés sont même plus nombreuses qu'en 2010 dans ce cas. En effet, si durant la crise, la brusque disparition de 30 % voire 50 % des carnets de commande expliquait les brutales défaillances de PME, en 2011, ces grandes PME sont davantage des sociétés à bout de souffle, en difficulté depuis de nombreux mois voire plusieurs années. Pertes récurrentes, publication de comptes irrégulière ou absente, retards de paiements fournisseurs sont autant de signaux confirmant leur vulnérabilité. Ces sociétés réglaient leurs fournisseurs tardivement mais elles-mêmes manquaient sans doute de vigilance sur le respect des paiements de leurs clients. En effet, le recours au crédit interentreprises reste, en dépit des efforts des branches professionnelles ou de la réglementation, l'alternative courante et même privilégiée au manque de cash. Le montant des créances clients est voisin de 600 milliards d'euros ; il est le premier mode de financement court terme des entreprises loin devant les crédits court terme bancaires. L'entreprise qui accepte des délais de paiement joue le rôle de banquier pour des clients dont elle mesure imparfaitement la solvabilité, s'exposant ainsi à un risque d'impayé sérieux. Et la question est pourtant bien là ! Comment faire pour trouver de la trésorerie alors que l'accès au financement est très compliqué ? Des crédits plus rares, assortis de contraintes nouvelles, sur la base de montants moindres et à des taux plus élevés ! C'est vrai pour l'entreprise privée mais aussi publique et les collectivités territoriales. Retarder les règlements fournisseurs dans l'espoir de faire de la trésorerie n'est pourtant évidemment pas une solution. Rappelons-le, une défaillance sur quatre est due à des retards de règlement. Les retards de paiement accroissent les problèmes de trésorerie des entreprises plutôt qu'ils ne les soulagent. Se faire payer par ses clients, trouver des fournisseurs pérennes, faire des affaires en toute transparence sont des méthodes simples et très efficaces pour se remettre sur le chemin d'une croissance rentable. Celles-ci participent au bon pilotage du cash permettant ainsi aux décideurs d'être en position de pouvoir prendre les bonnes décisions au bon moment. »

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

12

BILAN 2011

- 13 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Histogramme des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'effectifs depuis 2002
- 14 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par nature de procédure et tranches d'effectifs en 2010 et 2011
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'âge depuis 2002
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches de chiffre d'affaires depuis 2002
- 15 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par catégorie juridique depuis 2002
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par forme juridique en 2009 - 2010 - 2011
- 16 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité depuis 2002
- 17 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région depuis 2002
- 18 Évolutions des défaillances France depuis 20 ans
Carte des défaillances d'entreprises France par région en 2011
- 19 Les défaillances d'entreprises France de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires en 2011 (données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2011

- 21 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'effectifs aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
- 22 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
- 23 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011



PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

24

BILAN 2011

- 25 Statistiques des ouvertures de sauvegardes depuis 2006
 - Histogramme des ouvertures de sauvegardes (RJ / LJ) en France depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches d'effectifs depuis 2006
- 26 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par activité depuis 2006
- 27 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches d'âge depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches de chiffre d'affaires depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par catégorie juridique depuis 2006
- 28 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par région
- 29 Carte des ouvertures de sauvegardes par région en 2011
- 30 Sauvegardes d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires en France en 2011
(données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2011

- 31 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranches d'effectifs aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranches d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
- 32 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011
- 33 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2009 - 2010 - 2011

MÉTHODOLOGIE

34

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

BILAN 2011

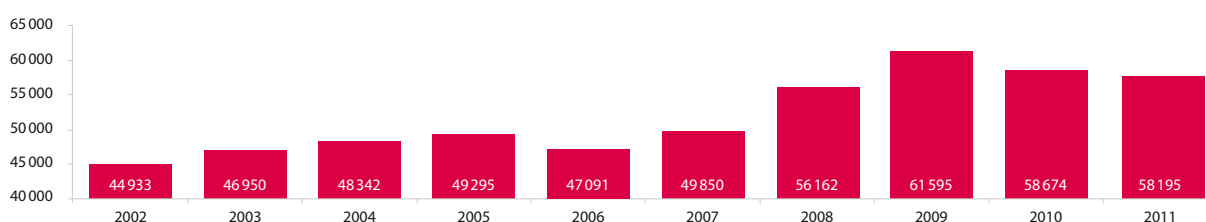
STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - BILAN 2011

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS

Les données 2010 et 2011 sont arrêtées au 8 janvier de l'année suivante

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nbre de défaillances	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195
Évolution N-1	3,5 %	4,5 %	3,0 %	2,0 %	-4,5 %	5,9 %	12,7 %	9,7 %	-4,7 %	-0,8 %

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS



STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2002

Effectifs	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
0 salarié ou inconnu	20 105	20 877	22 409	23 554	23 004	25 384	28 790	26 579	25 800	25 724	-0,3 %
1 ou 2 salariés	12 200	12 881	12 965	13 024	12 260	13 037	14 419	16 008	15 512	15 808	1,9 %
3 à 5 salariés	5 703	5 912	6 005	6 010	5 649	5 658	6 340	9 354	8 763	8 337	-4,9 %
6 à 9 salariés	2 883	2 933	2 981	3 002	2 746	2 671	2 992	4 748	4 310	4 076	-5,4 %
10 à 19 salariés	2 199	2 471	2 341	2 267	2 060	2 026	2 258	2 910	2 612	2 588	-0,9 %
20 à 49 salariés	1 255	1 336	1 205	1 072	983	784	968	1 455	1 305	1 253	-4,0 %
50 à 99 salariés	335	310	280	239	231	170	204	325	230	247	7,4 %
100 salariés et plus	253	230	156	127	158	120	191	216	142	162	14,1 %
TOTAL FRANCE	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR NATURE DE PROCÉDURE ET TRANCHES D'EFFECTIFS EN 2010 ET 2011

Effectifs	2010					2011					Évolution		
	LJ		RJ		TOTAL	LJ		RJ		TOTAL	LJ	RJ	TOTAL
0 salarié ou inconnu	19 492	75,6 %	6 308	24,4 %	25 800	19 535	75,9 %	6 189	24,1 %	25 724	0,2 %	-1,9 %	-0,3 %
1 ou 2 salariés	10 871	70,1 %	4 641	29,9 %	15 512	10 995	69,6 %	4 813	30,4 %	15 808	1,1 %	3,7 %	1,9 %
3 à 5 salariés	5 338	60,9 %	3 425	39,1 %	8 763	5 158	61,9 %	3 179	38,1 %	8 337	-3,4 %	-7,2 %	-4,9 %
6 à 9 salariés	2 476	57,5 %	1 833	42,6 %	4 310	2 209	54,2 %	1 867	45,8 %	4 076	-10,8 %	1,8 %	-5,4 %
10 à 19 salariés	1 274	48,8 %	1 338	51,2 %	2 612	1 246	48,1 %	1 342	51,9 %	2 588	-2,2 %	0,3 %	-0,9 %
20 à 49 salariés	480	36,8 %	825	63,2 %	1 305	435	34,7 %	818	65,3 %	1 253	-9,4 %	-0,8 %	-4,0 %
50 à 99 salariés	62	27,0 %	168	73,0 %	230	59	23,9 %	188	76,1 %	247	-4,8 %	11,9 %	7,4 %
100 salariés et plus	30	21,1 %	112	78,9 %	142	40	24,7 %	122	75,3 %	162	33,3 %	8,9 %	14,1 %
TOTAL FRANCE	40 023	68,2 %	18 651	31,8 %	58 674	39 677	68,2 %	18 518	31,8 %	58 195	-0,9 %	-0,7 %	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE DEPUIS 2002

Âges	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
moins de 3 ans	10 019	9 841	10 399	11 612	12 281	12 329	14 318	17 587	14 896	14 896	-11,7 %
3 à 5 ans	13 068	14 047	13 953	14 066	13 222	15 175	17 458	18 728	18 687	18 687	-0,2 %
6 à 10 ans	9 746	10 209	10 538	10 408	9 512	9 562	10 716	11 144	11 175	11 175	9,8 %
11 à 15 ans	5 513	5 581	5 614	5 366	4 998	4 989	5 427	5 525	5 311	5 311	-1,5 %
16 ans et plus	6 587	7 272	7 838	7 843	7 078	7 795	8 243	8 611	8 605	8 886	3,3 %
TOTAL FRANCE	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2002

Tranches de CA	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
0 ou inconnu	29 776	30 038	31 642	33 332	31 054	34 282	37 527	36 928	34 978	34 295	-2,0 %
< 1,5 M€	12 987	14 585	14 598	13 993	14 186	13 965	16 570	21 876	21 209	21 489	1,3 %
1,5 à 3 M€	1 094	1 183	1 101	1 066	982	849	1 111	1 446	1 388	1 299	-6,4 %
3 à 7,5 M€	694	741	669	638	566	494	609	903	780	747	-4,2 %
7,5 à 15 M€	198	238	206	180	174	148	194	267	194	206	6,2 %
> 15 M€	184	165	126	86	129	112	151	175	125	159	27,2 %
TOTAL FRANCE	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2002

Catégorie juridique	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
Entreprises Individuelles	14 325	14 593	15 238	14 934	14 482	15 448	16 397	15 522	14 336	13 984	-2,5 %
Sociétés à Responsabilité limitée	25 063	27 029	27 925	29 510	28 419	30 591	35 540	40 959	39 594	38 944	-1,6 %
Sociétés anonymes ou SAS	3 236	3 117	2 876	2 655	2 326	2 032	2 281	2 918	2 655	3 118	17,4 %
Autres	2 309	2 211	2 303	2 196	1 864	1 779	1 944	2 196	2 089	2 149	2,9 %
TOTAL FRANCE	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR FORME JURIDIQUE EN 2009, 2010 ET 2011

Forme juridique	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
Entreprises Individuelles	15 522	14 336	13 984	-2,5 %
dont Professions libérales	1 069	1 054	1 197	13,6 %
Exploitants agricoles	466	501	464	-7,4 %
Artisans et/ou commerçants	13 710	12 113	11 439	-5,6 %
Sociétés à Responsabilité limitée	40 959	39 594	38 944	-1,6 %
Sociétés anonymes ou SAS	2 918	2 655	3 118	17,4 %
dont Sociétés par Actions Simplifiées (SAS)	1 936	1 957	2 500	27,7 %
Autres	2 196	2 089	2 149	2,9 %
dont Sociétés en nom collectif	162	160	142	-11,3 %
Sociétés civiles immobilières	753	658	581	-11,7 %
Associations déclarées	607	619	814	31,5 %
Exploitations agricoles à responsabilité limitée	191	163	168	3,1 %
TOTAL FRANCE	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

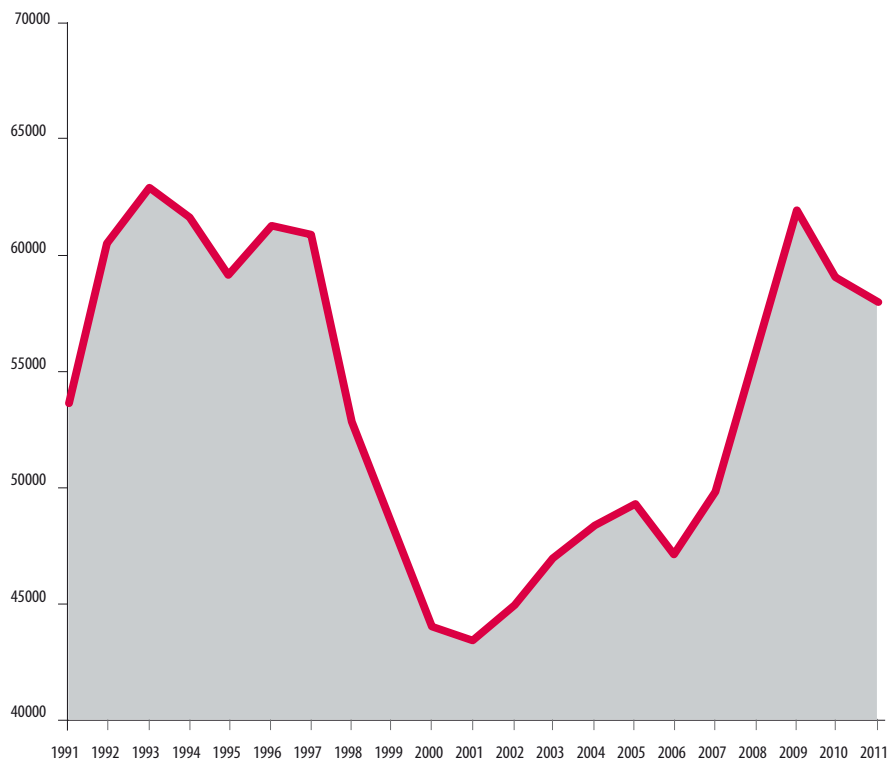
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2002

Activités	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
AGRICULTURE	1 207	1 304	1 409	1 309	1 254	1 163	1 203	1 175	1 141	1 141	0,0 %
Chasse, pêche, forêt	381	372	368	331	326	301	269	261	222	224	0,9 %
Culture	604	676	747	716	707	613	540	521	505	504	-0,2 %
Élevage	222	256	294	262	221	249	394	393	414	413	-0,2 %
CONSTRUCTION	11 243	11 793	12 228	12 711	12 245	14 249	16 807	19 189	17 784	16 943	-4,7 %
Bâtiment	9 656	10 223	10 775	11 255	10 912	12 717	14 537	16 401	15 476	14 806	-4,3 %
Immobilier	1 587	1 570	1 453	1 456	1 333	1 532	2 270	2 788	2 308	2 137	-7,4 %
COMMERCE	10 454	10 809	11 501	11 953	11 403	11 839	12 822	13 699	13 014	13 310	2,3 %
Commerce & réparation de véhicules	1 505	1 621	1 683	1 594	1 490	1 518	1 639	1 753	1 639	1 879	14,6 %
Commerce de détail	5 276	5 304	5 976	6 479	6 276	6 726	7 542	8 120	7 822	8 116	3,8 %
Commerce interentreprises	3 673	3 884	3 842	3 880	3 637	3 595	3 641	3 826	3 553	3 315	-6,7 %
INDUSTRIE	5 292	5 581	5 307	5 066	4 657	4 292	4 547	5 203	4 545	4 392	-3,4 %
Industrie agroalimentaire	1 087	1 119	1 192	1 128	1 138	1 267	1 320	1 198	1 242	1 344	8,2 %
Industrie hors agroalimentaire	4 205	4 462	4 115	3 938	3 519	3 025	3 227	4 005	3 303	3 048	-7,7 %
INFORMATION & COMMUNICATION	1 853	1 774	1 521	1 588	1 405	1 393	1 487	1 643	1 579	1 508	-4,5 %
Services informatiques & édition de logiciels	1 148	1 065	898	856	779	734	766	841	840	800	-4,8 %
Autres activités information & communication	705	709	623	732	626	659	721	802	739	708	-4,2 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 847	1 966	1 953	2 003	1 609	1 451	1 697	1 997	1 919	1 766	-8,0 %
Transport routier de marchandises	1 474	1 531	1 504	1 564	1 195	1 069	1 282	1 535	1 463	1 357	-7,2 %
Autres activités de transport	373	435	449	439	414	382	415	462	456	409	-10,3 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	250	253	254	283	226	251	304	408	350	390	11,4 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	4 279	4 435	4 638	4 728	4 756	4 977	6 563	7 275	7 191	7 188	0,0 %
Activités scientifiques & techniques	2 239	2 173	2 237	2 296	2 267	2 369	3 128	3 673	3 560	3 604	1,2 %
Services administratifs aux entreprises	2 040	2 262	2 401	2 432	2 489	2 608	3 435	3 602	3 631	3 584	-1,3 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 255	1 358	1 383	1 445	1 528	1 529	1 778	2 018	2 200	2 252	2,4 %
Activités de réparation	370	400	351	422	379	360	358	348	350	339	-3,1 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	583	637	686	732	803	859	1 038	1 214	1 305	1 320	1,1 %
Autres services à la personne	302	321	346	291	346	310	382	456	545	593	8,8 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	4 356	4 796	5 285	5 446	5 093	5 542	6 377	6 689	6 418	6 475	0,9 %
Hébergement	528	563	569	624	519	518	529	626	500	484	-3,2 %
Restauration	3 101	3 340	3 740	3 789	3 654	4 053	4 602	4 944	4 827	4 935	2,2 %
Débites de boissons	727	893	976	1 033	920	971	1 246	1 119	1 091	1 056	-3,2 %
AUTRES ACTIVITÉS	2 897	2 881	2 863	2 763	2 915	3 164	2 577	2 299	2 533	2 830	11,7 %
Santé humaine & action sociale	264	252	270	281	597	792	751	644	717	874	21,9 %
Activités récréatives	810	755	750	778	694	695	700	765	774	773	-0,1 %
Enseignement	1 187	1 299	1 227	1 167	1 203	1 313	566	488	571	625	9,5 %
Autres activités	636	575	616	537	421	364	560	402	471	558	18,5 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	-0,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION DEPUIS 2002

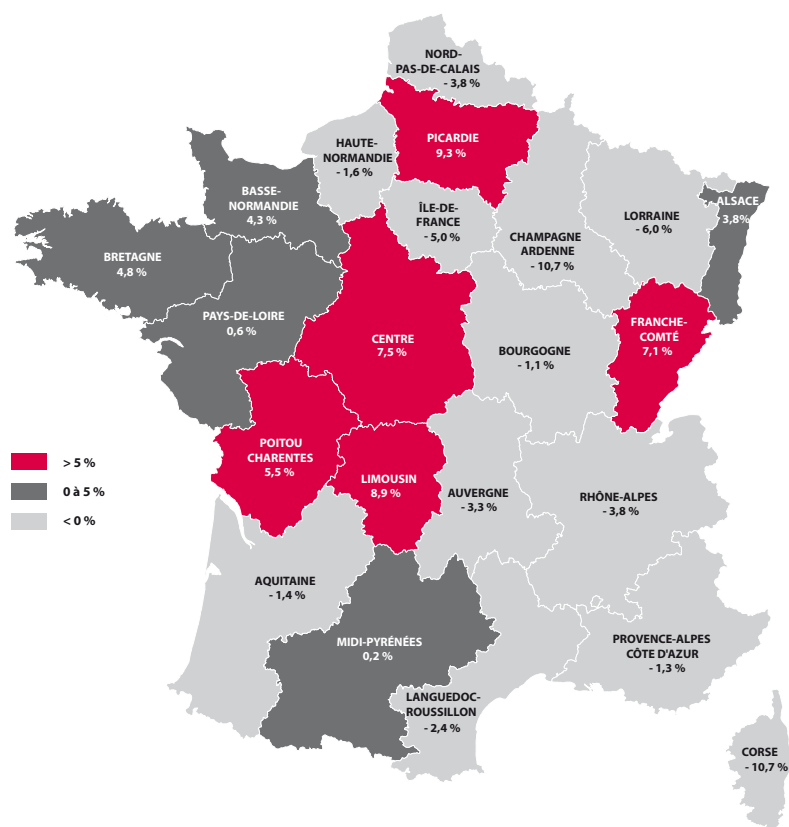
Région	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
Alsace	1 187	1 257	1 243	1 254	1 280	1 337	1 427	1 785	1 556	1 615	3,8 %
Aquitaine	2 209	2 433	2 505	2 544	2 545	2 675	3 229	3 335	3 152	3 109	-1,4 %
Auvergne	698	620	798	812	681	723	849	933	846	818	-3,3 %
Basse-Normandie	706	838	798	839	799	821	947	1 170	1 112	1 160	4,3 %
Bourgogne	925	982	1 042	1 085	1 061	1 098	1 240	1 335	1 280	1 266	-1,1 %
Bretagne	1 754	1 787	1 699	1 652	1 740	2 001	2 325	2 749	2 499	2 619	4,8 %
Centre	1 449	1 530	1 586	1 646	1 550	1 715	1 914	2 092	1 993	2 143	7,5 %
Champagne-Ardenne	735	836	861	776	797	808	895	992	1 002	895	-10,7 %
Corse	240	245	291	254	242	280	320	353	327	292	-10,7 %
Franche-Comté	622	766	780	785	830	924	993	1 069	912	977	7,1 %
Haute-Normandie	990	927	1 004	959	933	941	1 130	1 283	1 354	1 332	-1,6 %
Île-de-France	11 533	11 832	11 749	11 962	10 567	11 278	11 957	12 756	12 066	11 460	-5,0 %
Languedoc- Roussillon	2 272	2 249	2 387	2 641	2 612	2 641	2 916	3 235	3 258	3 180	-2,4 %
Limousin	502	521	532	498	522	510	666	719	620	675	8,9 %
Lorraine	1 548	1 526	1 556	1 665	1 597	1 628	1 988	1 917	2 014	1 894	-6,0 %
Midi-Pyrénées	1 694	1 958	1 943	1 990	2 063	2 106	2 415	2 540	2 561	2 565	0,2 %
Nord-Pas-de Calais	2 354	2 497	2 598	2 589	2 514	2 601	2 986	3 298	3 394	3 266	-3,8 %
Pays de la Loire	1 595	1 673	1 827	1 756	1 805	1 946	2 347	2 763	2 678	2 694	0,6 %
Picardie	1 012	1 086	1 106	1 040	1 001	1 030	1 168	1 322	1 383	1 511	9,3 %
Poitou-Charente	1 138	1 100	1 113	1 132	1 062	1 210	1 367	1 627	1 428	1 506	5,5 %
Provence-Alpes Côte d'Azur	4 672	4 886	5 502	5 487	5 113	5 365	5 920	6 509	6 203	6 124	-1,3 %
Rhône-Alpes	4 207	4 607	4 498	4 584	4 776	4 829	5 452	6 608	6 102	5 869	-3,8 %
D.O.M et étranger	891	794	924	1 345	1 001	1 383	1 711	1 205	934	1 225	31,2 %
TOTAL FRANCE	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	58 195	- 0,8 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE DEPUIS 20 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 1992 À DÉCEMBRE 2011)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE PAR REGION EN 2011

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2011
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES, DERNIER BILAN DISPONIBLE)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITE	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
MORY TEAM	93	Île-de-France	5229A	Messagerie, fret express	2002	542,7	06	3 677
PHOTOWATT INTERNATIONAL	38	Rhône-Alpes	2611Z	Fabrication de composants électroniques	1979	159,6	11	549
COER2 COMMODITÉS	75	Île-de-France	4690Z	Commerce interentreprises non spécialisé	2008	156,4	10	8
ALIZE COMMODITIES	75	Île-de-France	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	1999	142,2	06	9
ANOVO	60	Picardie	9512Z	Réparation d'équipements de communication	1987	120,2	07	1 427
IMPRIMERIE DIDIER MARY	77	Île-de-France	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	1992	115,2	02	553
MONCIGALE	30	Languedoc-Roussillon	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	1983	108,6	09	253
INFOLUTION	78	Île-de-France	4651Z	Commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	1997	102,8	12	58
FDPA	92	Île-de-France	2453B	Fonderie de métaux légers	2009	78,8	10	496
SÉCURITÉ ET SIGNALISATION	37	Centre	2599B	Fabrication d'autres articles métalliques	1966	78,0	05	558
LAGASSE COMMUNICATIONS INDUSTRIES	29	Bretagne	2630Z	Fabrication d'équipements de communication	2005	76,9	12	209
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE VITEMBAL	30	Languedoc-Roussillon	2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques	1996	74,7	04	490
PETITJEAN SAS	10	Champagne	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	1959	74,3	12	557
SOCIÉTÉ VERCERAL	33	Aquitaine	4644Z	Commerce interentreprises de vaisselle, verrerie et produits d'entretien	1958	66,6	03	151
M.B.F. TECHNOLOGIES	39	Franche-Comté	2453Z	Fonderie de métaux légers	2007	65,3	07	469
SAFE AUTOMOTIVE	57	Lorraine	2550A	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres	1982	63,8	01	322

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2011
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITE	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
ÉTABLISSEMENTS J. RICHARD DUCROS	75	Île-de-France	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	1955	59,5	02	336
HEBDOPRINT	69	Rhône-Alpes	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	1975	59,3	11	648
PROXIMANIA	13	Provence-Alpes-Côte d'Azur	7312Z	Régie publicitaire de médias	2004	55,6	11	4
TEAM PARTNERS	92	Ile-de-France	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1990	53,9	01	568
LEJABY SAS	69	Rhône-Alpes	1414Z	Fabrication de vêtements de dessous	1996	52,0	10	646
SOBRENA SOCIÉTÉ BRETONNE DE RÉPARATION NAVALE	29	Bretagne	3315Z	Réparation et maintenance navale	1986	50,4	12	245
ÉCONOMIQ BRAGARDE BOUCHERIE CHARCUTERIE	52	Champagne	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1966	50,1	06	141

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2011

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
Total France	15 729	14 260	14 277	0,1 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
0 salarié ou inconnu	6 835	6 340	6 038	-4,8 %
1 ou 2 salariés	4 132	3 820	4 036	5,7 %
3 à 5 salariés	2 401	2 105	2 093	-0,6 %
6 à 9 salariés	1 178	984	1 047	6,4 %
10 à 19 salariés	717	615	675	9,8 %
20 à 49 salariés	362	310	272	-12,3 %
50 à 99 salariés	61	53	72	35,8 %
100 salariés et plus	43	33	44	33,3 %
TOTAL FRANCE	15 729	14 260	14 277	0,1 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Âges	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
moins de 3 ans	6 275	4 116	3 895	-5,4 %
3 à 5 ans	3 973	4 279	4 235	-1,0 %
6 à 10 ans	2 408	2 573	2 795	8,6 %
11 à 15 ans	1 164	1 217	1 239	1,8 %
16 ans et plus	1 909	2 075	2 113	1,8 %
TOTAL FRANCE	15 729	14 260	14 277	0,1 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Activités	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
AGRICULTURE	322	260	249	-4,2 %
Chasse, pêche, forêt	58	51	49	-3,9 %
Culture	162	114	111	-2,6 %
Élevage	102	95	89	-6,3 %
CONSTRUCTION	4 921	4 288	4 142	-3,4 %
Bâtiment	4362	3 770	3 597	-4,6 %
Immobilier	559	518	545	5,2 %
COMMERCE	3 484	3 076	3 241	5,4 %
Commerce & réparation de véhicules	474	420	482	14,8 %
Commerce de détail	2 030	1 823	1 957	7,4 %
Commerce interentreprises	980	833	802	-3,7 %
INDUSTRIE	1 239	1 063	1 064	0,1 %
Industrie agroalimentaire	320	290	331	14,1 %
Industrie hors agroalimentaire	919	773	733	-5,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	421	383	392	2,3 %
Services informatiques & édition de logiciels	213	192	210	9,4 %
Autres activités information & communication	208	191	182	-4,7 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	505	429	459	7,0 %
Transport routier de marchandises	368	323	366	13,3 %
Autres activités de transport	137	106	93	-12,3 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	114	91	106	16,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 921	1 858	1 764	-5,1 %
Activités scientifiques & techniques	951	928	867	-6,6 %
Services administratifs aux entreprises	970	930	897	-3,5 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	509	548	497	-9,3 %
Activités de réparation	79	82	69	-15,9 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	309	314	320	1,9 %
Autres services à la personne	121	152	108	-28,9 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 688	1 601	1 654	3,3 %
Hébergement	157	138	126	-8,7 %
Restauration	1266	1 211	1 280	5,7 %
Débits de boissons	265	252	248	-1,6 %
AUTRES ACTIVITÉS	605	663	709	6,9 %
Santé humaine & action sociale	168	185	215	16,2 %
Activités récréatives	204	194	192	-1,0 %
Enseignement	126	162	167	3,1 %
Autres activités	107	122	135	10,7 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	15 729	14 260	14 277	0,1 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Région	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
Alsace	438	355	383	7,9 %
Aquitaine	824	746	707	- 5,2 %
Auvergne	245	201	182	- 9,5 %
Basse-Normandie	283	258	282	9,3 %
Bourgogne	351	315	299	- 5,1 %
Bretagne	684	643	653	1,6 %
Centre	501	488	540	10,7 %
Champagne-Ardenne	228	252	204	- 19,0 %
Corse	102	85	93	9,4 %
Franche-Comté	278	245	215	- 12,2 %
Haute-Normandie	338	325	321	- 1,2 %
Île-de-France	3 536	3 111	3 000	- 3,6 %
Languedoc-Roussillon	812	810	827	2,1 %
Limousin	195	146	158	8,2 %
Lorraine	419	469	376	- 19,8 %
Midi-Pyrénées	646	600	639	6,5 %
Nord-Pas de Calais	836	802	763	- 4,9 %
Pays de la Loire	692	618	678	9,7 %
Picardie	359	352	363	3,1 %
Poitou-Charentes	414	363	377	3,9 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 744	1 515	1 536	1,4 %
Rhône-Alpes	1 640	1 501	1 482	- 1,3 %
DOM et inconnue	164	60	199	231,7 %
TOTAL	15 729	14 260	14 277	0,1 %

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

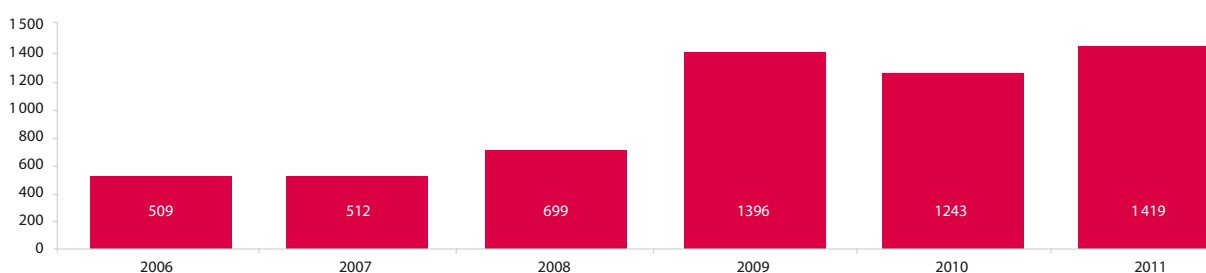
BILAN 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - BILAN 2011

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nbre de sauvegardes	509	512	699	1396	1243	1419
Évolution N-1	NA	0,6 %	36,5 %	99,7 %	- 11,0 %	14,2 %

HISTOGRAMME DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006



STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2006

Effectifs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
0 salarié ou inconnu	97	83	143	405	346	427	23,4 %
1 ou 2 salariés	94	89	128	193	181	213	17,7 %
3 à 5 salariés	63	62	98	186	184	194	5,4 %
6 à 9 salariés	65	66	75	165	141	185	31,2 %
10 à 19 salariés	72	95	90	160	154	170	10,4 %
20 à 49 salariés	59	70	104	171	141	132	-6,4 %
50 à 99 salariés	28	24	25	74	56	61	8,9 %
100 salariés et plus	31	23	36	42	40	37	-7,5 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR ACTIVITÉS DEPUIS 2006

Activités	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
AGRICULTURE	20	26	18	41	39	44	12,8 %
Chasse, pêche, forêt	2	1	1	2	1	5	400,0 %
Culture	15	14	7	26	14	18	28,6 %
Élevage	3	11	10	13	24	21	-12,5 %
CONSTRUCTION	42	70	108	241	214	262	22,4 %
Bâtiment	34	48	60	143	138	165	19,6 %
Immobilier	8	22	48	98	76	97	27,6 %
COMMERCE	99	100	155	303	311	321	3,2 %
Commerce & réparation de véhicules	19	7	20	27	59	44	-25,4 %
Commerce de détail	54	48	85	161	170	186	9,4 %
Commerce interentreprises	26	45	50	115	82	91	11,0 %
INDUSTRIE	128	119	161	266	169	178	5,3 %
Industrie agroalimentaire	17	25	24	30	17	38	123,5 %
Industrie hors agroalimentaire	111	94	137	236	152	140	-7,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	18	16	11	53	28	34	21,4 %
Services informatiques & édition de logiciels	13	9	6	28	16	20	25,0 %
Autres activités information & communication	5	7	5	25	12	14	16,7 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	22	13	21	31	44	31	-29,5 %
Transport routier de marchandises	13	8	12	21	30	20	-33,3 %
Autres activités de transport	9	5	9	10	14	11	-21,4 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	13	19	23	36	56,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	82	73	105	263	223	283	26,9 %
Activités scientifiques & techniques	41	29	44	109	97	106	9,3 %
Services administratifs aux entreprises	41	44	61	154	126	177	40,5 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	9	9	22	24	37	54,2 %
Activités de réparation	2	1	1	2	2	6	200,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	6	8	15	14	25	78,6 %
Autres services à la personne	2	2		5	8	6	-25,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	44	50	62	103	100	110	10,0 %
Hébergement	15	10	17	18	34	39	14,7 %
Restauration	23	33	35	68	54	60	11,1 %
Débites de boissons	6	7	10	17	12	11	-8,3 %
AUTRES ACTIVITÉS	38	29	36	54	68	83	22,1 %
Santé humaine & action sociale	16	9	12	22	24	26	8,3 %
Activités récréatives	3	3	10	12	21	26	23,8 %
Enseignement	6	8	5	7	7	13	85,7 %
Autres activités	13	9	9	13	16	18	12,5 %
TOTAL DES ACTIVITÉS	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES D'ÂGE DEPUIS 2006

Âges	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
moins de 3 ans	68	74	111	191	204	273	33,8 %
3 à 5 ans	96	110	144	362	283	323	14,1 %
6 à 10 ans	94	96	140	269	282	247	- 12,4 %
11 à 15 ans	77	79	91	169	140	194	38,6 %
16 ans et plus	174	153	213	405	334	382	14,4 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2006

Chiffre d'affaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
inconnu	162	173	237	421	389	493	26,7 %
< 1,5 M€	201	198	262	604	559	613	9,7 %
1,5 à 3 M€	59	53	81	127	105	117	11,4 %
3 à 7,5 M€	35	45	60	123	96	116	20,8 %
7,5 à 15 M€	23	20	28	71	53	46	- 13,2 %
> 15 M€	29	23	31	50	41	34	- 17,1 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2006

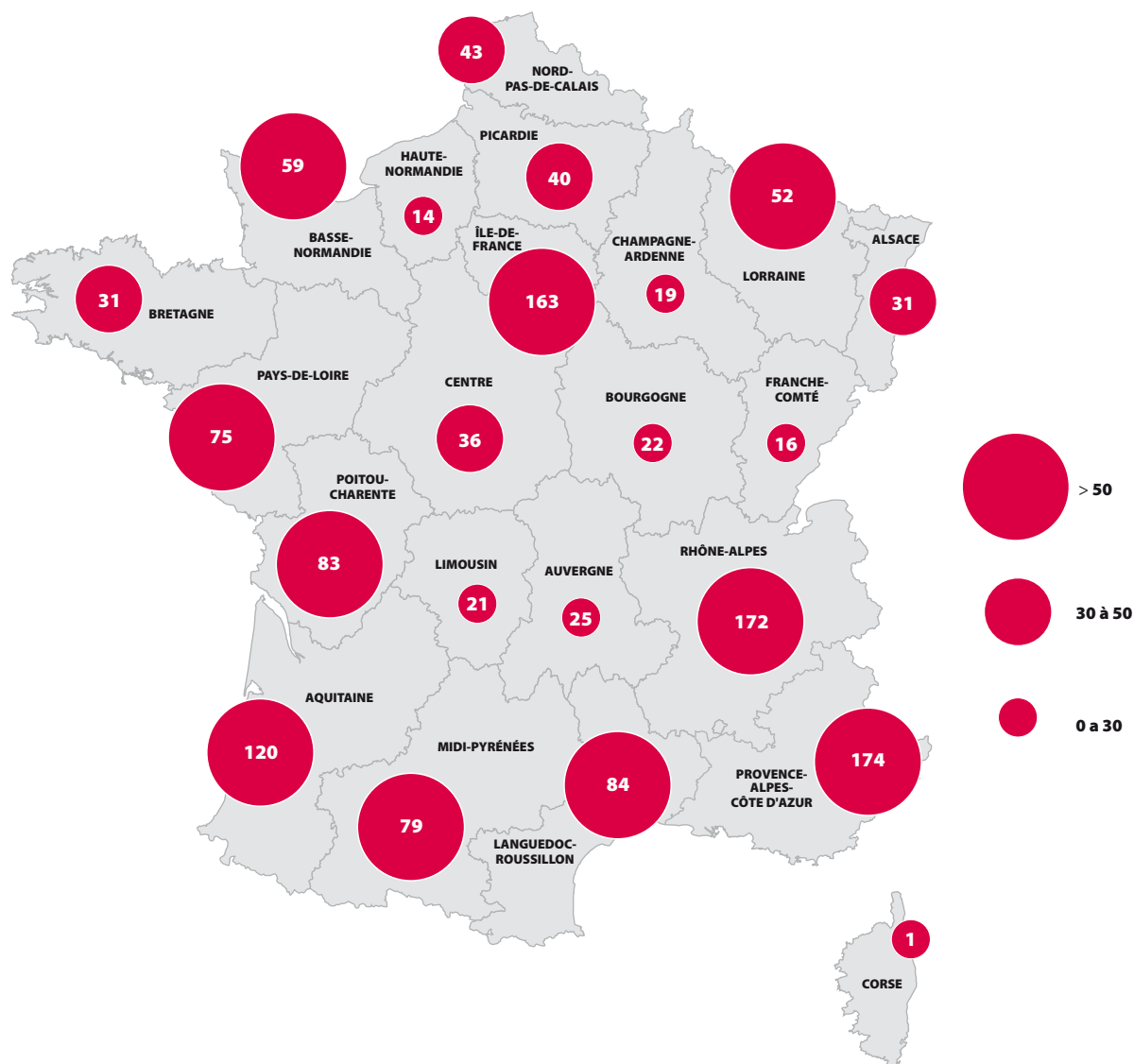
Catégorie juridique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
Entreprises Individuelles	58	59	63	148	113	130	15,0 %
Sociétés à Responsabilité limitée	240	269	383	777	730	806	10,4 %
Sociétés anonymes ou SAS	172	153	208	374	311	346	11,3 %
Autres	39	31	45	97	89	137	53,9 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION

Région	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011 vs 2010
Alsace	12	8	7	23	19	31	63,2 %
Aquitaine	29	27	63	120	129	120	-7,0 %
Auvergne	10	13	17	32	20	25	25,0 %
Basse-Normandie	18	26	25	60	39	59	51,3 %
Bourgogne	15	14	24	38	20	22	10,0 %
Bretagne	22	23	18	33	39	31	-20,5 %
Centre	21	12	9	26	23	36	56,5 %
Champagne-Ardenne	5	14	18	33	31	19	-38,7 %
Corse	2	4	1	-	4	1	-75,0 %
Franche-Comté	21	12	11	20	10	16	60,0 %
Haute-Normandie	8	24	21	30	39	14	-64,1 %
Île-de-France	44	41	65	176	129	163	26,4 %
Languedoc-Roussillon	21	23	36	49	66	84	27,3 %
Limousin	4	4	6	10	19	21	10,5 %
Lorraine	21	15	8	28	22	52	136,4 %
Midi-Pyrénées	12	24	27	66	64	79	23,4 %
Nord-Pas de Calais	17	10	15	37	24	43	79,2 %
Pays de la Loire	21	21	29	53	49	75	53,1 %
Picardie	11	10	30	48	33	40	21,2 %
Poitou-Charentes	12	16	24	31	61	83	36,1 %
Provence-Alpes Côte d'Azur	78	68	92	182	161	174	8,1 %
Rhône-Alpes	87	100	139	262	184	172	-6,5 %
Autres (dont DOM)	18	3	14	39	58	59	1,7 %
TOTAL	509	512	699	1 396	1 243	1 419	14,2 %

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION EN 2011

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2011

(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
NEO SECURITY	75	Île-de-France	8010Z	Activités de sécurité privée	2000	158,6	03	5680
MONCIGALE	30	Languedoc-Roussillon	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	1983	108,6	06	253
LABORATOIRES LOHMANN & RAUSCHER	88	Lorraine	4646Z	Commerce interentreprises de produits pharmaceutiques	1990	46,5	11	115
AXE BLEU AUTOMOBILES	54	Lorraine	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1964	44,6	07	93
ACCES	57	Lorraine	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1958	43,0	07	93
TRIBUNE DES FOSSES	75	Île-de-France	5813Z	Édition de journaux	1957	40,5	01	139
PABO	59	Nord-Pas-de-Calais	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	1996	38,0	10	56
OMNI MÉTAL SERVICE	92	Île-de-France	4612B	Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	1982	33,2	07	12
ACCES CARS	57	Lorraine	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1995	32,5	07	6
BREDY SA	93	Île-de-France	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	1957	32,3	02	90
L.L.M.	19	Limousin	4941C	Location de camions avec chauffeur	1988	28,1	02	331
NATURE BOIS EMBALLAGES	13	Provence-Alpes-Côte d'Azur	1624Z	Fabrication d'emballages en bois	1998	27,1	11	155
FABER SA	60	Picardie	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1976	25,1	02	161
CABINET IMMOBILIER CONSEIL ET GESTION	31	Midi-Pyrénées	6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	1989	23,4	07	239
CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES H BOUISSE CI	83	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	1958	22,5	12	99
RECAÉRO	09	Midi-Pyrénées	3030Z	Construction aéronautique et spatiale	1992	22,2	05	254
SÉCURITÉ GÉNÉRALE AÉROPORTUAIRE	75	Île-de-France	8010Z	Activités de sécurité privée	1995	22,0	03	572

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2011

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
Total France	336	326	381	16,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
0 salarié ou inconnu	90	89	96	7,9 %
1 ou 2 salariés	46	57	57	0,0 %
3 à 5 salariés	51	52	53	1,9 %
6 à 9 salariés	47	42	52	23,8 %
10 à 19 salariés	35	27	50	85,2 %
20 à 49 salariés	45	35	42	20,0 %
50 à 99 salariés	16	17	23	35,3 %
100 salariés et plus	4	6	8	33,3 %
TOTAL FRANCE	336	326	381	16,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Âges	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
moins de 3 ans	66	48	71	47,9 %
3 à 5 ans	82	81	73	-9,9 %
6 à 10 ans	68	76	58	-23,7 %
11 à 15 ans	46	41	60	46,3 %
16 ans et plus	74	80	119	48,8 %
TOTAL FRANCE	336	326	381	16,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

Activités	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
AGRICULTURE	14	9	9	0,0 %
Chasse, pêche, forêt	1	1	2	100,0 %
Culture	7	3	6	100,0 %
Élevage	6	5	1	- 80,0 %
CONSTRUCTION	69	49	66	34,7 %
Bâtiment	50	31	47	51,6 %
Immobilier	19	18	19	5,6 %
COMMERCE	74	87	95	9,2 %
Commerce & réparation de véhicules	4	15	10	- 33,3 %
Commerce de détail	38	46	51	10,9 %
Commerce interentreprises	32	26	34	30,8 %
INDUSTRIE	52	56	47	- 16,1 %
Industrie agroalimentaire	6	9	11	22,2 %
Industrie hors agroalimentaire	46	47	36	- 23,4 %
INFORMATION & COMMUNICATION	5	4	9	125,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	3	2	4	100,0 %
Autres activités information & communication	2	2	5	150,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	5	8	10	25,0 %
Transport routier de marchandises	3	5	8	60,0 %
Autres activités de transport	2	3	2	- 33,3 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	4	8	7	- 12,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	62	53	87	64,2 %
Activités scientifiques & techniques	21	17	33	94,1 %
Services administratifs aux entreprises	41	36	54	50,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	4	8	6	- 25,0 %
Activités de réparation	-	-	-	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	7	5	- 28,6 %
Autres services à la personne	1	1	1	0,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	31	29	26	- 10,3 %
Hébergement	6	13	9	- 30,8 %
Restauration	20	10	15	50,0 %
Débits de boissons	5	6	2	- 66,7 %
AUTRES ACTIVITÉS	16	15	19	26,7 %
Santé humaine & action sociale	7	5	7	40,0 %
Activités récréatives	4	6	2	- 66,7 %
Enseignement	2	1	7	600,0 %
Autres activités	3	3	3	0,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	336	326	381	16,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2009, 2010 ET 2011

Région	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution T4 2011/2010
Alsace	7	7	11	57,1 %
Aquitaine	34	31	24	- 22,6 %
Auvergne	8	2	9	350,0 %
Basse-Normandie	22	13	14	7,7 %
Bourgogne	7	2	7	250,0 %
Bretagne	9	8	7	- 12,5 %
Centre	4	4	14	250,0 %
Champagne-Ardenne	8	7	3	- 57,1 %
Corse	-	2	-	-
Franche-Comté	3	3	7	133,3 %
Haute-Normandie	6	9	2	- 77,8 %
Île-de-France	39	39	35	- 10,3 %
Languedoc-Roussillon	12	19	25	31,6 %
Limousin	4	4	5	25,0 %
Lorraine	1	4	13	225,0 %
Midi-Pyrénées	16	19	20	5,3 %
Nord-Pas de Calais	8	7	20	185,7 %
Pays de la Loire	19	14	17	21,4 %
Picardie	9	11	13	18,2 %
Poitou-Charentes	9	17	22	29,4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36	52	53	1,9 %
Rhône-Alpes	63	51	50	- 2,0 %
DOM et inconnue	12	1	10	900,0 %
TOTAL	336	326	381	16,9 %

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99